



Communiqué de sud éducation 31-65

Soutien au mouvement lycéen

Non aux violences policières et à la répression administrative !

Toulouse, le 06 décembre 2018,

Depuis le vendredi 30 novembre, des lycéen-ne-s entrent en lutte et se mobilisent, avec des revendications précises concernant la fin de Parcoursup et le retrait des réformes Blanquer.

Les lycéennes et lycéens usent ainsi de leur plus légitime liberté d'expression.

Depuis le début, **une politique répressive s'est abattue sur les élèves mobilisé-e-s à l'intérieur des établissements scolaires**. Fouille des sacs, interdictions diverses (internat, self) pour les lycéen-ne-s mobilisé-e-s. Ceci s'accompagne d'une réquisition des AED et personnels pour des tâches de sécurité.

Nous dénonçons avec force ces pratiques illégales et répréhensibles et demandons instamment de les faire cesser au plus vite.

Nous dénonçons **la gestion policière violente** sans cesse accrue de la mobilisation : usages immodérés des gazs lacrymogènes, interventions violentes de la Brigade anti criminalité, insultes...

Sans oublier **la paralysie des transports organisée par le préfet**, sous couvert de sécurité.

Les lycéen-ne-s doivent pouvoir jouir, comme tout un chacun-e, de leur droit constitutionnel à la liberté d'expression et de manifestation, ils et elles doivent également avoir le droit de s'organiser.

Le droit de manifester et de se mobiliser est clairement empêché, cet état d'urgence dans les établissements et dans la rue doit cesser. Nous condamnons ces pratiques et apporterons tout notre soutien aux lycéen-ne-s mobilisé-es notamment par la grève et notre présence aux manifestations à leurs côtés.

La mobilisation prend de l'ampleur, et SUD éducation appelle les personnels à rejoindre les lycéen-ne-s dans les mobilisations. SUD éducation dénonce sans réserve la violence policière qui met en danger la vie et l'intégrité physique des lycéen-ne-s.

Leurs revendications sont aussi les nôtres !